

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**SOCIETE FINANCIERE POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REUNION « SOFIDER »**

Société anonyme au capital de 40 000 000 €  
Siège social : 3, rue Labourdonnais – 97477 SAINT-DENIS CEDEX  
314 539 347 R.C.S. Saint-Denis – APE 6492 Z

**Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 29 mai 2019****I. – Bilan au 31 décembre 2018**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Caisses, banques centrales		4	2
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.1	12 015	43 177
Opérations avec la clientèle	3.2	854 424	771 422
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable	3.3	1 140	1 140
Participations et autres titres détenus à long terme	3.4	0	0
Parts dans les entreprises liées	3.4	551	551
Immobilisations incorporelles	3.5		
Immobilisations corporelles	3.5	613	711
Autres actifs	3.6	8 606	5 929
Comptes de régularisation	3.7	3 706	3 992
Total de l'actif		881 059	826 924

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	712 959	632 609
Opérations avec la clientèle	3.2	6 083	5 891
Autres passifs	3.6	2 897	2 801
Comptes de régularisation	3.7	33 920	27 396
Provisions	3.8	5 643	3 756
Dettes subordonnées	3.11	18	18
Capitaux propres et assimilés	3.9	119 539	154 453
Capital souscrit		40 000	40 000
Primes d'émission		5 224	5 224
Réserves		16 591	16 591
Ecart de réévaluation			
Subventions et fonds publics affectés		11 605	10 625
Report à nouveau		41 006	71 958
Résultat en instance d'approbation			
Résultat de l'exercice (+/-)		5 113	10 055
Total du passif		881 059	826 924

<b>Hors bilan</b>	<b>Notes</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Engagements donnés			
Engagements de financement	4.1	51 135	35 936
Engagements de garantie	4.1	21 234	13 692
Engagements sur titres			
Engagements reçus			
Engagements de financement	4.1	30 000	
Engagements de garantie	4.1	625 971	553 904
Engagements sur titres			

**II. – Compte de résultat**

(En milliers d'euros.)

	Notes	2018	2017
Intérêts et produits assimilés	5.1	28 525	28 889
Intérêts et charges assimilées	5.1	-11 592	-11 319
Produits sur opérations de crédit bail et de locations simples			
Charges sur opérations de crédit bail et de locations simples			
Revenus des titres à revenu variable	5.2	3	3
Commissions (produits)	5.3	1 717	1 706
Commissions (charges)	5.3	-22	-18
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.4		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.4		
Autres produits d'exploitation bancaire	5.5	1 168	446
Autres charges d'exploitation bancaire	5.5	-534	-45
Produit net bancaire		19 264	19 662
Charges générales d'exploitation	5.6	-7 013	-6 168
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-103	-102
Résultat brut d'exploitation		12 148	13 392
Coût du risque	5.7	-3 933	916
Résultat d'exploitation		8 215	14 308
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.8		
Résultat courant avant impôt		8 215	14 308
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	5.9	-3 102	-4 253
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		5 113	10 055

**III. – Affectation du résultat**

L'Assemblée générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

Résultat de l'exercice	5 113 498,56 €
Report à nouveau antérieur	41 006 187,97 €
Le bénéfice distribuable	46 119 686,53 €
A titre de dividendes aux actionnaires	2 557 100 €
Soit un dividende de 13 euros par action.	
Le solde soit	43 562 586,53 €
est reporté à nouveau.	

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous présentons les dividendes versés au titre des trois derniers exercices :

- 2015 : aucun versement.
- 2016 : aucun versement.
- 2017 : 41 006 049 euros soit un dividende de 208,47 € par action

Conformément aux articles 117 quater et 200 A du Code général des impôts, le dividende distribué est soumis (pour son montant brut et sauf dispense sous conditions de revenus) à un prélèvement à la source qui est définitif, sauf option pour l'application du barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce cas, le dividende versé est éligible à l'abattement prévu à l'article 158 3.2° du Code général des impôts et le prélèvement à la source est imputable sur l'impôt dû.

#### IV. – Annexe des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice 2018 sont consolidés au sein de la BRED située au n° 18, quai de la Rapée, 75012 PARIS. Ils présentent les caractéristiques suivantes (En milliers d'euros.) :

Total du bilan avant répartition du résultat	881 059
Encours crédit à la clientèle	854 424
Capitaux propres et assimilés	119 539
PNB	19 264
Coût du risque	-3 933
Résultat net	5 113

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

##### I. – Faits marquants de l'exercice

Monsieur DE TOLEDO Fabien a été nommé Directeur Général de la Sofider par le Conseil d'Administration du 18 juin 2018 en remplacement de Monsieur PERRIN Jérôme.

##### II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

###### A. – Généralités

Les états financiers de la SOFIDER (Groupe BRED) sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et aux règlements du Comité de la Réglementation Comptable, notamment le règlement ANC 2014-07 relatif à la présentation des états financiers.

Les états financiers sont présentés (En milliers d'euros.) avec un comparatif sur deux exercices, le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2017.

###### B. – Changement de méthode comptable

Néant

###### C. – Opérations avec la clientèle

Les prêts figurent au bilan pour leur montant (y compris les créances rattachées) après dépréciations constituées en vue de faire face à un risque de non recouvrement (cf note 3.2.1).

Les principaux types de prêts accordés par la SOFIDER sont :

- crédits de trésorerie, d'équipement, et immobiliers aux entreprises et professionnels ;
- crédits de trésorerie et immobiliers aux particuliers.

Les intérêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leur montant couru, échu et non échu, calculé prorata temporis.

Conformément au règlement ANC 2014-07 les frais dossiers perçus liés à l'octroi des crédits sont étalés sur la durée de vie des contrats.

La méthode de dépréciations des créances douteuses est effectuée par typologie de nature de crédit et des garanties spécifiques y afférentes.

###### D. – Titres de placement

Conformément au règlement ANC 2014-07, les règles suivantes sont applicables en fonction de la finalité de l'opération :

- les titres de placement sont enregistrés à la date d'acquisition, au prix d'achat. Il s'agit d'actions ou de parts sociales de société ;
- les moins-values latentes déterminées par la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité font l'objet d'une dépréciation ligne à ligne sans compensation avec les plus-values latentes constatées.

**E. – Parts dans les entreprises liées****Titres de participation**

Conformément au règlement ANC 2014-07, il s'agit des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice, ou d'en assurer le contrôle.

**F. – Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût historique (prix d'achats et frais accessoires) net de TVA récupérable.

Les amortissements sont pratiqués selon les normes du groupe.

**G. – Provisions de passif**

Conformément au règlement ANC 2014-03, il s'agit de provisions afférentes à une obligation à l'égard d'un tiers, susceptibles d'entraîner une sortie de ressources sans contrepartie (cf tableau en note 3.8.2).

**Provisions pour risques 1 863 K€ cf note 3.8.2**

Ces provisions correspondent à des estimations de charges à payer dans le cadre de procédures juridiques et contentieuses.

Risques clients	1 451
Risques divers	412
	1 863

**Provisions dites "S2"**

Les provisions collectives ont fait l'objet d'une reprise cette année pour 1 247 K€.

Elles sont remplacées par les Provisions dites "S2" qui sont destinées à couvrir les pertes attendues sur les encours vifs des contreparties "saines" ayant subi une dégradation de leur note depuis leur comptabilisation initiale. Le calcul s'appuie sur la méthodologie groupe BPCE. Le montant comptabilisé est de 3 780 K€.

**H. – Engagements de financement**

Les engagements de financement donnés enregistrent les montants restant à verser au titre des conventions de prêts signées avec la clientèle et l'engagement de financement reçu de la BRED.

**I. – Engagements de garantie**

Les engagements donnés de garantie d'ordre de la clientèle enregistrent :

- les garanties financières d'achèvement accordées aux promoteurs immobiliers ;
- les cautions bancaires données aux fournisseurs dans le cadre de ces opérations immobilières ;
- les contre-garanties données aux co-bailleurs sur le financement de crédit-bail ;
- autres engagements par signature (cautions diverses).

Les engagements de garantie reçus enregistrent principalement les engagements reçus d'établissements de crédits, fonds de garantie et de la clientèle pour garantir les prêts accordés par la SOFIDER.

**J. – Événements postérieurs à la clôture**

Dans le cadre de la justification de ses comptes, la Sofider a reçu début 2019 un courrier de confirmation de l'IEDOM concernant "la redevance circulation fiduciaire" inscrit dans les comptes depuis 1984. Ce dernier précise bien qu'il n'existe aucune créance sur la SOFIDER dans les livres de l'IEDOM et notamment concernant ce fonds.

Par conséquent, le traitement comptable de ce dernier sera effectué en 2019.

## III. – Notes sur le bilan

**3.1. – Opérations interbancaires**

<b>Actif (En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Comptes ordinaires	12 015	43 177
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour		
Valeurs non imputées		
Créances à vue	12 015	43 177
Comptes et prêts à terme		
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs et titres reçus en pension à terme		
Créances à terme		
Créances rattachées		
Total	12 015	43 177

<b>Passif (En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées à vue		
Dettes à vue	0	0
Comptes et emprunts à terme	710 267	630 368
Valeurs et titres donnés en pension à terme		
Dettes rattachées à terme	2 692	2 241
Dettes à terme	712 959	632 609
Total	712 959	632 609

**3.2.1. – Opérations avec la clientèle***Créances sur la clientèle*

<b>Actif (En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Créances commerciales	803 977	721 125
Crédits de trésorerie	117 210	80 567
Crédits à l'équipement	160 146	149 371
Crédits à l'habitat	305 125	275 861
Crédits à l'habitat PTZ	54 081	49 144
Crédits à l'habitat social	167 415	166 182
Créances rattachées encours sains	1 299	1 323
Prêts à la clientèle financière	43	50
Comptes ordinaires débiteurs	12 008	8 077
Valeurs non imputées	141	70
Créances douteuses	63 997	69 649
Dépréciations des créances sur la clientèle	-27 040	-28 872
Total	854 424	771 422

*Dettes vis-à-vis de la clientèle*

<b>Passif (En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle	2 343	1 456
Dépôts de garantie	1 344	2 046
Autres sommes dues	2 396	2 389
Dettes rattachées		
Total	6 083	5 891

*Créances sur la clientèle*

(En milliers d'euros.)	31/12/2018			31/12/2017		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	2 343		2 343	1 456		1 456
Emprunts auprès de la clientèle financière (1)						
Valeurs et titres donnés en pension livrée						
Autres comptes et emprunts						
<b>Total</b>	<b>2 343</b>	<b>0</b>	<b>2 343</b>	<b>1 456</b>	<b>0</b>	<b>1 456</b>

(1) Détail autres comptes et emprunts auprès de la clientèle.

**3.2.2. – Opérations avec la clientèle - Répartition des encours de crédit par agents économiques**

(En milliers d'euros.)	Créances saines Brut	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	162 656	19 726	-10 063	14 997	-8 961
Entrepreneurs individuels	42 859	6 665	-2 280	3 868	-1 684
Particuliers	591 815	37 606	-14 697	18 785	-10 332
Administration, associations	6 647				
<b>Total au 31/12/2018</b>	<b>803 977</b>	<b>63 997</b>	<b>-27 040</b>	<b>37 650</b>	<b>-20 977</b>
<b>Total au 31/12/2017</b>	<b>721 125</b>	<b>69 649</b>	<b>-28 872</b>	<b>39 854</b>	<b>-23 269</b>

**3.3.1. – Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenus fixes et variables***Portefeuille titres*

(En milliers d'euros.)	31/12/2018					31/12/2017				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Montants bruts		1 626			1 626		1 626			1 626
Créances rattachées										
Dépréciations		-486			-486		-486			-486
Actions et autres titres à revenu variable		1 140			1 140		1 140			1 140
<b>Total</b>		<b>1 140</b>			<b>1 140</b>		<b>1 140</b>			<b>1 140</b>

*Effet publics, obligations et autres titres à revenu fixe*

(En milliers d'euros.)	31/12/2018				31/12/2017			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés				0				0
Titres non cotés				0				0
Titres prêtés				0				0
Titres empruntés				0				0
Créances douteuses				0				0
Créances rattachées				0				0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dont titres subordonnés				0				0

*Actions et autres titres à revenu variable*

(En milliers d'euros.)	31/12/2018				31/12/2017			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés								
Titres non cotés		1 626		1 626		1 626		1 626
Créances rattachées								
Total		1 626		1 626		1 626		1 626

**3.4.1. – Evolution des titres de participation et assimilés***Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres à long terme*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2018
Participations et autres titres détenus à long terme						0
Parts dans les entreprises liées	3 062					3 062
Valeurs brutes	3 062					3 062
Participations et autres titres à long terme						
Parts dans les entreprises liées	2 512					2 512
Dépréciations	2 512					2 512
Total	551	0	0			551

**3.4.2. – Tableau des filiales et participations***Titres de participations, parts dans les entreprises liées et autres titres à long terme*

Filiales et participations	Capital 31/12/2018	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2018	Quote-part du capital détenue (en %) 31/12/2018	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2018	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
1. Filiales (détenues à + de 50 %)					
Labourdonnais SARL	551	496	100,00 %	3 062	551
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)					
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)					
Filiales étrangères (ensemble)					
Certificats d'associations					
Participations dans les sociétés françaises					
Participations dans les sociétés étrangères					
Dont participations dans les sociétés cotées					

Filiales et participations	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2018	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2018	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2018	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2018	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2018
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
1. Filiales (détenues à + de 50 %)					
Labourdonnais SARL		0	174	-4	0
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)					
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)					
Filiales étrangères (ensemble)					



Certificats d'associations					
Participations dans les sociétés françaises					
Participations dans les sociétés étrangères					
Dont participations dans les sociétés cotées					

### 3.5.1. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2018
Droits au bail et fonds commerciaux	1 902				1 902
Logiciels	0				0
Autres	2 680				2 680
Valeurs brutes	4 582	0	0	0	4 582
Droits au bail et fonds commerciaux					
Logiciels					
Autres	-2 680				-2 680
Dépréciations	-1 902				-1 902
Amortissements et dépréciations	-4 582	0	0	0	-4 582
Total valeurs nettes	0	0	0	0	0

### 3.5.2. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2018
Terrains	74				74
Constructions	3 518				3 518
Agencements d'exploitation	346	6	16		336
Autres matériels d'exploitation	16		10		6
Constructions hors d'exploitation	418				418
Agencements hors d'exploitation	15				15
Immobilisations corporelles d'exploitation	3 954	6	26	0	3 934
Immobilisations hors exploitation	433	0	0	0	432
Valeurs brutes	4 387	6	26	0	4 366
Constructions	-3 058	-72			-3 130
Agencements d'exploitation	-174	-30	16		-188
Autres matériels d'exploitation	-15		10		-5
Constructions hors d'exploitation	-418				-418
Agencements hors d'exploitation	-10	-1			-12
Immobilisations corporelles d'exploitation	-3 248	-102	26	0	-3 324
Immobilisations hors exploitation	-428	-1	0	0	-430
Amortissements et dépréciations	-3 676	-103	26	0	-3 753
Total valeurs nettes	711				613

### 3.6. – Autres actifs et autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales (1)	7 254	24	5 206	6
Dépôts de garantie versés et reçus	51		47	
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers (2)	1 301	2 873	676	2 796
Total	8 606	2 897	5 929	2 801
(1) dont crédit d'impôt PTZ	6 106		4 713	
(1) dont impôt sur les sociétés	1 148		493	
(2) dont dossiers MURABAHA	973			

**3.7. – Comptes de régularisation**

(En milliers d'euros.)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Primes et frais d'émission				
Charges / produits constatés d'avance (1)	3 462	31 421	3 160	24 619
Produits à recevoir / Charges à payer	81	743	69	726
Valeurs à l'encaissement	163	415	763	2 051
Autres		1 341		
<b>Total</b>	<b>3 706</b>	<b>33 920</b>	<b>3 992</b>	<b>27 396</b>
(1) dont impôt différé PTZ	3 461		3 159	
(1) dont produits constatés d'avance PTZ		14 980		13 136
(1) dont produits constatés d'avance MUHABARA		16 441		11 481

**3.8.1. – Détail des provisions**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/2018
Provisions pour risques de contrepartie	3 344	4 060	-2 173	0	0	5 231
Provisions pour engagements sociaux	0	0	0	0	0	0
Provisions pour PEL/CEL						
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0	0
Portefeuille titres et instruments financiers à terme						
Immobilisations financières						
Promotion immobilière						
Provisions pour impôts	412	0				412
Autres						
Autres provisions pour risques	412		0	0	0	412
Provisions pour restructurations informatiques						
Autres provisions exceptionnelles						
Provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>3 756</b>	<b>4 060</b>	<b>-2 173</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 643</b>

**3.8.2. – Provisions et dépréciations constituées en couverture de risques de contrepartie**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotations	Reprises	Utilisations	31/12/2018
Dépréciations sur créances sur la clientèle	28 872	7 519	-5 957	-3 394	27 040
Dépréciations sur autres créances	1 170		-543	-160	466
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	30 042	7 519	-6 500	-3 554	27 507
Provisions collectives	1 247		-1 247		-0
Provisions S2 risque bilan		3 780			3 780
Provisions pour risques de contrepartie clientèle	2 098	280	-927		1 451
Autres provisions	412				412
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	3 757	4 060	-2 174	0	5 643
<b>Total</b>	<b>33 799</b>	<b>11 579</b>	<b>-8 674</b>	<b>-3 554</b>	<b>33 150</b>

**3.9. – Capitaux propres et assimilés**

(En milliers d'euros.)	Capital	Primes d'émission	Réserves / autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres et assimilés
Total au 31/12/2016	40 000	5 224	27 234	62 858	9 099	144 416
Mouvements de l'exercice			-18	9 099	956	10 037
Total au 31/12/2017	40 000	5 224	27 216	71 957	10 055	154 453
Impact changement de méthode						
Affectation résultat 2017				10 055	-10 055	
Distribution de dividendes				41 007		
Augmentation de capital						
Autres mouvements *			980			980
Résultat de la période					5 113	5 113
Total au 31/12/2018	40 000	5 224	28 196	41 006	5 113	119 539

\* En 2018, la Sofider a obtenu la gestion d'un fonds dénommé LEADER versé à hauteur de 1000 K€ par la Région et le Département

**3.10. – Durée résiduelle des emplois et ressources**

(En milliers d'euros.)	31/12/2018						Total
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	
Effets publics et valeurs assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	12 015						12 015
Opérations avec la clientèle	36 852	11 492	51 502	249 139	505 439		854 424
Obligations et autres titres à revenu fixe							
Opérations de crédit-bail et de locations simples							
Total des emplois	48 867	11 492	51 502	249 139	505 439	0	866 439
Dettes envers les établissements de crédit	28 822	1 913	27 209	360 616	294 399		712 959
Opérations avec la clientèle	3 667	15	67	1 665	669		6 083
Dettes représentées par un titre							
Dettes subordonnées							
Total des ressources	32 489	1 928	27 276	362 281	295 068	0	719 042

**3.11. – Dettes subordonnées**

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel	18	18
Dettes rattachées		
Total	18	18

**IV. – Notes sur le hors-bilan****4.1.1. – Engagements reçus et donnés - Engagements de financement**

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit	0	0
Ouverture de crédits documentaires		
Autres ouvertures de crédits confirmés		
Autres engagements		
En faveur de la clientèle	51 135	35 936

Total des engagements de financement donnés	51 135	35 936
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	30 000	
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus	30 000	0

#### 4.1.2. – Engagements reçus et donnés - Engagements de garantie

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de garantie donnés		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties		
D'ordre d'établissements de crédit	0	0
Cautions immobilières		
Cautions administratives et fiscales		
Autres cautions et avals donnés		
Autres garanties données		
D'ordre de la clientèle	21 234	13 692
Total des engagements de garantie donnés	21 234	13 692
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	129 735	130 650
Autres engagements reçus	496 236	423 254
Total des engagements de garantie reçus	625 971	553 904

#### V. – Notes sur le compte de résultat

##### 5.1. – Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit		-11 592	-11 592		-11 319	-11 319
Opérations avec la clientèle	28 525		28 525	28 889		28 889
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Dettes subordonnées						
Autres						
Total	28 525	-11 592	16 933	28 889	-11 319	17 570

##### 5.2. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	Exercice 2018	Exercice 2017
Actions et autres titres à revenu variable	3	3
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Total	3	3

##### 5.3. – Commissions

(En milliers d'euros.)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire		-6	-6		-5	-5
Opérations avec la clientèle	827		827	880		880
Opérations sur titres						
Moyens de paiement			0			0

Opérations de change						
Engagements hors bilan	441		441	441		441
Prestations de services financiers	444	-16	428	373	-13	360
Activités de conseil						
Autres commissions (1)	5		5	12		12
Total	1 717	-22	1 695	1 706	-18	1 688

#### 5.4. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations	0		0	0		0
Dotations			0			0
Reprises			0	0		0
Résultat de cession			0	0		0
Autres éléments						
Total	0	0	0	0	0	0

#### 5.5. – Autres et produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	total
Quote-part d'opérations faites en commun						
Refacturations de charges et produits bancaires	38		38	25		25
Activités immobilières	43		43	43		43
Prestations de services informatiques						
Autres activités diverses						
Plus value sur cession stock bien						
Autres produits et charges (*)	1 087	-534	553	378	-45	333
Total	1 168	-534	634	446	-45	401
(*) dont provisions juridiques	927	-280		209	-42	

#### 5.6. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2018	Exercice 2017
Impôts et taxes	-268	-314
Autres charges générales d'exploitation	-6 863	-6 096
Charges refacturées	118	242
Total	-7 013	-6 168

#### 5.7. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	Exercice 2018					Exercice 2017				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs Interbancaires										
Clientèle	-7 459	8 814	-3 394	188	-1 851	-6 086	8 126	-1 477	13	576
Provision collectives		1 247			1 247		97			97
Provision S2 risque bilan	-3 780				-3 780					
Titres et débiteurs divers		703	-252		451		163			163
Provisions										

Engagements hors bilan		0			0		80			80
Provisions pour risque clientèle					0					0
Autres										
Total	-11 239	10 764	-3 646	188	-3 933	-6 086	8 466	-1 477	13	916

### 5.8. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2018				Exercice 2017			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations								
Dotations *				0				0
Reprises				0				0
Résultat de cession	0			0	0			0
Total	0			0	0		0	0

### 5.9.1. – Impôt sur les sociétés

Détail des impôts sur le résultat 2018

(En milliers d'euros.)	Exercice 2018		
Bases imposables aux taux de	33,33 %	19 %	15 %
Au titre du résultat courant	8 215	-	
Au titre du résultat exceptionnel			
Imputation des déficits		-	
Bases imposables	9 646	-	
Impôt correspondant	3 189		
+ Contributions 3,3 %	80		
+ Majoration de 10,7 % (loi de Finances rectificative 2014)	-		
- Déductions au titre des crédits d'impôts			
Impôt comptabilisé	3 269		
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	-		
Provisions pour impôts	-		
Total	3 269		
Impôt société comptabilisé	3 269		
Autres charges fiscales sur IS	136		
Impôt société ID PTZ	-303		
	3 102		

### 5.9.2. – Détail du résultat fiscal de l'exercice - passage du résultat comptable au résultat fiscal

(En milliers d'euros.)	Exercice 2018	Exercice 2017
Résultat net comptable (A)	5 113	10 055
Impôt social (B)	3 269	4 416
Réintégrations (C)	6 488	3 251
Dépréciations sur actifs immobilisés		
Autres dépréciations et provisions	3 493	988
Dotations FRBG		
OPCVM		
Moins-values régime long terme et exonérées		
QP bénéfices sociétés de personnes ou GIE		
Divers	2 995	2 263
Déductions (D)	5 224	4 823
Plus-values long terme exonérées		
Reprises dépréciations et provisions	3 171	3 049
Dividendes		

Reprise FRBG		
Quote-part pertes sociétés de personnes ou GIE		
Amortissement frais acquisition		
Frais de constitution		
Divers	2 053	1 774
Base fiscale à taux normal (A)+(B)+(C)-(D)	9 646	12 899

### 5.10. – Répartition de l'activité

(En milliers d'euros.)	Activités	
	Exercice 2018	Exercice 2017
Produit net bancaire	19 264	19 662
Frais de gestion	-7 116	-6 270
Résultat brut d'exploitation	12 148	13 392
Coût du risque	-3 933	916
Résultat d'exploitation	8 215	14 308
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	8 215	14 308

## VI. – Autres informations

### 6.1. – Honoraires des commissaires aux comptes

Montants (En milliers d'euros.)	Total				PricewaterhouseCoopers Audit				KPMG			
	2018		2017		2018		2017		2018		2017	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit												
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés (2)	100	100 %	95	100 %	53	53 %	49	52 %	47	47 %	46	48 %
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	100	100 %	95	100 %	53	53 %	49	52 %	47	47 %	46	48 %
Variation (%)	5 %				8 %				2 %			

### 6.2. – Information sur les délais de règlement des clients et fournisseurs

En application des dispositions du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, conformément aux modèles établis par l'arrêté du 20 mars 2017 des délais de paiement de nos fournisseurs et clients, faisant apparaître :

- les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ;
- les factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice.

#### Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées	66	7	5	14	92
Montant total des factures concernées T.T.C.	63 861	6 400	2 569	6 061	78 891
Pourcentage du montant total des achats T.T.C. de l'exercice	Le pourcentage des factures reçues non réglées, à la date de la clôture est inférieur à 1 % du montant total des achats TTC de l'exercice				
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice					
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées					
Nombre de factures exclues					Néant
Montant total des factures exclues T.T.C.					Néant
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 441-3 du					

Code de commerce)				
Délai de paiements utilisés pour le calcul des retards de paiement		Délais contractuels : 30 jours date de facture		

### Factures émises et non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre total des factures concernées T.T.C.					0
Montant total des factures concernées T.T.C.					0
Pourcentage du montant total des achats T.T.C. de l'exercice					
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice					
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées					
Nombre de factures exclues					Néant
Montant total des factures exclues T.T.C.					Néant
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 441-3 du Code de commerce)					
Délai de paiement utilisé pour le calcul des retards de paiement		Délais contractuels : Date de facture			

### V. – Tableau des résultats des 5 derniers exercices

	2014	2015	2016	2017	2018
I- Situation financière en fin d'exercice					
Capital social libéré	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Capital social non libéré					
Nombre d'actions émises	196 700	196 700	196 700	196 700	196 700
Nombre d'obligations convertibles en actions					
II- Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaire hors taxes (PNB)	18 820 682	20 315 781	19 373 126	19 661 453	19 264 519
Résultat avant impôt, amortissements, provisions	10 705 566	10 550 733	11 220 272	11 396 561	7 669 737
Impôt sur les sociétés	3 952 510	4 182 505	4 737 320	4 253 001	3 101 580
Résultat après impôt, amortissements, provisions	6 677 022	7 419 234	9 099 068	10 054 673	5 113 499
Montant des bénéfices distribués					
III- Résultat des opérations réduit à une seule action					
Résultat après impôt mais avant amortis. et prov.	34	32	33	36	23
Résultat après impôt, amortissements et provisions	34	38	46	51	26
Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
IV- Personnel					
Nombre de salariés (ramené à 12 mois de travail)					
Montant de la masse salariale (y compris stagiaires)					
Montant versé au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, Régimes complémentaires de Prévoyance, Oeuvres Sociales etc...)					

### VI. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOFIDER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.



## Fondement de l'opinion

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Estimation des provisions/dépréciations pour risque de crédit**

#### **Risque identifié**

SOFIDER constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Ces dépréciations/provisions sont enregistrées au titre des pertes attendues sur les encours en défaut ainsi que sur les encours identifiés comme sensibles ou dégradés.

Au 31 décembre 2018, SOFIDER a souhaité faire converger ses modalités d'estimation des provisions pour les encours dégradés avec les calculs de pertes attendues selon la norme IFRS9 entrée en vigueur à l'ouverture de l'exercice pour les comptes consolidés du groupe. Cette convergence porte ainsi sur :

- l'identification des encours dégradés : alignement sur les modalités d'identification de la dégradation significative du risque de crédit (SICR) telle que définie lors de la première application d'IFRS 9) ;
- l'estimation des provisions sur les encours dégradés ou en défaut.

L'impact de cette convergence a été traité comme un changement d'estimation dans les comptes sociaux de la SOFIDER.

L'évaluation des provisions requiert l'exercice de jugement pour la classification des expositions (statut 2 ou 3) ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement. En outre, ces provisions constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction tant pour l'estimation des pertes attendues des encours dégradés que pour l'appréciation des flux futurs recouvrables pour les encours en défaut.

Compte-tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces dépréciations d'une part, et de la complexité des nouvelles estimations réalisées conformément aux dispositifs de la norme IFRS9, nous avons considéré que l'estimation des pertes attendues sur les crédits constituait un point clé de notre audit.

#### **Notre réponse**

Nous avons pris connaissance du dispositif mis en place par la direction pour identifier les créances dégradées ou en défaut et évaluer le montant des provisions/dépréciations enregistrées.

Nous avons testé l'application des procédures de contrôle interne mises en œuvre par la banque tout au long du processus pour la revue annuelle des portefeuilles, l'évaluation des provisions/dépréciations et les rapprochements comptabilité/gestion. Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés de la banque responsables du suivi des créances sensibles ou dépréciées.

S'agissant des provisions sur encours dégradés :

- nous avons examiné les méthodologies retenues pour déterminer les différents paramètres et modèles de calcul des pertes attendues et leur conformité aux normes comptables en vigueur ;
- nous avons examiné les modalités d'identification de la dégradation significative du risque de crédit (« SICR ») ;
- nous avons également pris connaissance du dispositif de revue périodique des principaux paramètres des modèles utilisés ;
- nous avons testé les contrôles de déversement des données servant au calcul des pertes attendues, les rapprochements entre les bases servant au calcul des provisions et la comptabilité ainsi que les contrôles généraux des applicatifs dédiés ;
- nous avons enfin réalisé des calculs indépendants de pertes attendues sur base d'échantillon.

Compte tenu de l'organisation du groupe BPCE, certains des travaux ci-dessus ont été menés avec le support du collège des commissaires aux comptes de BPCE.

S'agissant des dépréciations calculées individuellement sur encours en défaut :

- nous avons vérifié le correct déversement d'informations entre les systèmes de gestion et les systèmes comptables ;
- sur base d'échantillon, nous avons examiné des dossiers de crédit et les éléments sous-tendant les principales hypothèses retenues pour apprécier les flux de recouvrements attendus notamment au regard de la valorisation des collatéraux.

Nous avons enfin examiné les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans les notes annexes ainsi que l'information relative au changement d'estimation.

*L'encours de crédit s'élève au 31 décembre 2018 à 854 M€ dont 27 M€ de dépréciations. Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions se référer aux notes 3.2.1, 3.2.2 et 5.7 de l'annexe aux états financiers.*

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D-441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Banque considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

#### Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SOFIDER par votre assemblée générale du 28 décembre 2005 pour le cabinet KPMG et du 28 juillet 2005 pour le cabinet PwC.

Au 31 décembre 2018, les cabinets KPMG et PwC étaient dans la 13<sup>ème</sup> année de leur mission sans interruption.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement

de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit**

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 14 mai 2019  
Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Anik CHAUMARTIN

KPMG SA  
Ulrich SARFATI

## **VII. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.